Face à la crise européenne, gloire au courage lucide du peuple grec

SAMIR AMIN

Partager 9

7 juillet 2015

Article en PDF :

Le peuple grec donne l'exemple à l'Europe et au monde : avec courage et lucidité le peuple grec a rejeté l'ignoble diktat de la finance internationale et européenne. Il a remporté une première victoire en affirmant que la démocratie n'existe que si elle sait se placer au service du progrès social. Il a démasqué la farce démocratique qui accepte de se soumettre à la dégradation des conditions sociales exigée par la dictature de la finance. Le progrès social est illégal en Europe

La construction européenne a été conçue systématiquement pour réduire à néant « le danger démocratique ». Dès la fin de la seconde guerre mondiale les Etats Unis, Jean Monet et Robert Schuman (deux vychistes) en ont initié la mise en place destinée à restaurer la légitimité des forces politiques qui s'étaient compromises dans la collaboration avec l'Europe des Nazis. La construction des communautés européennes, puis l'adoption forcée d'une Constitution, pourtant rejetée, entre autre par le référendum français (un déni de démocratie sans pareil), ont permis la mise en route d'une dictature du capital financier. Trompés par le matraquage systématique du clergé médiatique au service de l'oligarchie financière, les peuples européens se sont nourris d'illusions qui restent encore suffisamment puissantes pour annihiler leur capacité de répondre au défi. Il faut « sauver l'Europe et l'euro de la débâcle », croient-ils encore largement (désormais un peu moins en Grèce et en Espagne). L'Europe telle qu'elle est – et elle ne peut être autre emprisonnée dans le carcan de ses institutions – a déclaré illégale toute tentative de remise en cause de l'ordre odieux en place. Le peuple grec, par son choix, s'est mis hors la loi.

L'euro n'est pas viable

Le sous-système de l'euro viole les règles élémentaires d'une gestion possible et saine de la monnaie. Il impose des règles communes de prétendue « compétitivité » à des économies trop inégales pour en supporter les conséquences. L'euro a permis d'annihiler les progrès antérieurs accomplis dans le cadre de l'émergence de systèmes productifs constitués largement de petites et moyennes entreprises pour ouvrir un marché exclusif aux razzias des monopoles financiers. L'Espagne en fournit l'exemple tragique. D'autres, la Finlande et même la France en sont à leur tour les victimes. L'Euro n'est plus que l'instrument d'une réédition de l'Europe allemande. La crise n'est pas celle de la dette grecque, mais bel et bien celle de l'Europe et de l'Euro.

Honte aux gouvernements européens

Honte à tous ceux qui ont accepté que la « troika » représente les peuples européens. Honte aux gouvernements qui ont placé à la présidence de « leur Europe » un fonctionnaire luxembourgeois au service d'un paradis fiscal, placé à la direction de leur « banque centrale » un individu qui fait carrière chez Goldman and Sachs, la banque associée à toutes les crapuleries financières du siècle, placé à la tête du FMI une bonne élève incapable de comprendre autre chose que ce qu'on lui a enseigné. Il ne s'agit pas d'hommes et de femmes politiques, de quelque bord qu'ils soient, mais seulement d'individus méprisables.

L'Europe se présente à la Grèce dans la figure des nostalgiques du fascisme

La Grèce héroïque s'était libérée par elle-même des fascistes italiens et des nazis allemands. L' « Europe » est alors intervenue en Grèce, dans les uniformes d'officiers britanniques (suivis d'étatsuniens) pour massacrer les enfants de la Résistance et restaurer le pouvoir des collaborateurs fascistes. La reconquête de la démocratie par la victoire électorale du Pasok en 1981 a permis des réalisations sociales incontestables ; mais elle a aussi ouvert la voie aux illusions « européistes » ; le peuple grec se retrouve une fois de plus devant l'Europe réelle dominée par les oligarchies financières. Il retrouve alors le souvenir de son passé et de la dette que l'Allemagne héritière de celle des Nazis lui doit toujours. Honte à madame Merkel dont le gouvernement ignore que le peuple grec a droit à des réparations.

L'Etat grec doit être réformé dans un esprit démocratique

Oui, l'Etat grec souffre de malformations sérieuses, qui se traduisent entre autre par la fraude

fiscale. Mais qui peut engager les réformes nécessaires ? Certainement pas « les amis de l'Europe ». Ceux là même qui ont triché sur la dette grecque lors de son adhésion à l'Euro, avec la complicité active de Goldman and Sachs, dont le serviteur n'est autre que le Président de la Banque Centrale de Francfort. Les armateurs grecs ? Des tricheurs qui ont toujours bénéficié des soins attentifs des Banques internationales et du FMI. Syriza est le seul gouvernement grec capable de réformer l' Etat dans un esprit démocratique et de faire payer les riches. Horreur pour l'Europe qui ne tolère pas ce choix : seuls les pauvres doivent payer !

La lutte continue

L'Europe des milliardaires de la finance n'entend pas renoncer à son objectif : massacrer le peuple grec pour donner la leçon et éviter la contagion démocratique. N'oublions pas que si les classes dirigeantes de l'Europe occidentale et centrale n'ont pas (encore) besoin du fascisme chez elles, celles-ci n'hésitent pas à l'appeler à son secours ailleurs, comme on le voit en Ukraine. Les peuples européens doivent prendre la mesure de leurs responsabilités. Avec Podemos, le peuple espagnol a donné un autre signal du réveil. Aux Français, aux Allemands, aux Britanniques et aux autres peuples du continent européen de comprendre que le combat du peuple grec est le leur. L'alternative est désormais claire et visible, pour la Grèce et pour tous ceux, en Europe et dans le monde, qui nourrissent les mêmes aspirations démocratiques et sociales. Il faut désobéir à la prétendue « constitution » européenne ; il faut démanteler l' Euro et lui substituer la gestion négociée d'un serpent de devises nationales ; renvoyer Draghi à ses patrons new yorkais en attendant de fermer la fausse Banque centrale de Francfort ; il faut écarter le FMI du chemin en donnant consistance à des arrangements financiers hors de sa portée, comme le Groupe de Shanghai et l'Alba en ont amorcé l'initiative.

Avec qui mener ces combats ? La palette des forces politiques qui commencent à comprendre que l'austérité (pour les travailleurs, pas les oligarques) et la stagnation régressive qui l'accompagne forcément n'ont plus d'avenir, s'élargit de jour en jour, pour inclure désormais des hommes politiques de tous bords, comme François Fillon en France. La Grande Bretagne ne fait plus confiance à cette Europe enfermée dans la médiocrité, même si l'Angleterre demeure néo libérale, plus atlantiste et moins européenne que jamais. Certes le ralliement d'apparence de certaines formations d'extrême droite demeure, pour moi, suspect. Les fascistes sont des démagogues menteurs par excellence. Dans cette situation il appartient aux forces de la gauche potentiellement radicale de reprendre l'initiative, avec Syriza et Podemos qui en ont amorcé le mouvement. A défaut l'Europe n'évitera pas l'implosion et s'engouffrera dans le chaos.

Le 6 juillet 2015
Source : Investig'Action

Haut de la page - Accueil

copyright michel
graphisme dev : Platanas studio